

**COMMISSION CORPORATE GOVERNANCE
FONDATION PRIVEE**

**CODE BELGE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
CONSULTATION PUBLIQUE**

Votre contribution sera grandement appréciée.

Veillez retourner vos réponses à l'adresse ci-dessous
avant le 30 novembre 2007 :

À l'attention de la Commission Corporate Governance

Rue des Sols 8

1000 Bruxelles

T + 32 2 515 08 29

F + 32 2 515 09 85

e-mail: secretary@corporategovernancecommittee.be

Introduction

La Commission Corporate Governance (ci-après dénommée la 'Commission') invite les sociétés cotées, administrateurs, investisseurs et autres parties prenantes (stakeholders) à commenter leur expérience de la mise en œuvre du Code belge de gouvernance d'entreprise (ci-après dénommé le 'Code'). Ces commentaires doivent lui parvenir avant le 30 novembre 2007.

Contexte

Le texte actuel du Code a été publié le 9 décembre 2004¹. Depuis le 1^{er} janvier 2005, les sociétés cotées doivent respecter les dispositions du Code. Pour le 1^{er} janvier 2006, elles devaient publier une Charte de gouvernance d'entreprise dans laquelle elles décrivent leur structure et leur politique de gouvernance.

Diverses études réalisées par le Belgian Governance Institute (BGI) et la Fédération des entreprises de Belgique (FEB)², et par la Commission Bancaire, Financière et des Assurances (CBFA)³ ont révélé que les sociétés cotées belges reconnaissent le Code comme étant le code de référence : elles s'engagent à respecter ses dispositions ou, le cas échéant, à expliquer pourquoi elles y dérogent, compte tenu de leurs spécificités.

Objectif

L'objectif principal de cette consultation publique est de déterminer la mesure dans laquelle le Code contribue au développement de pratiques de gouvernance qui favorisent l'esprit d'entreprise et la gestion des risques.

Sur la base de cette consultation ainsi que d'une analyse des développements observés et attendus en matière de gouvernance d'entreprise, la Commission a l'intention de publier :

- d'éventuelles modifications (ajouts/suppressions) au texte actuel du Code; et
- des commentaires de nature à favoriser/simplifier une mise en œuvre plus efficace des dispositions du Code.

Méthode

Les commentaires sont les bienvenus sur tous les aspects du Code, mais la Commission aimerait tout particulièrement recueillir des avis et suggestions sur les thèmes suivants :

- l'efficacité du Code
- la structure et le champ d'application du Code
- l'approche 'se conformer ou expliquer'
- les informations à publier concernant l'application du Code

Pour chacun de ces thèmes, des questions spécifiques sont posées. A titre d'illustration, toutes les questions contiennent une explication détaillée. Les répondants sont invités à se pencher sur les questions posées, mais ils sont également libres de donner un commentaire sur toute autre question ou sur tout autre sujet qu'ils jugent important.

¹ Le texte actuel du Code est disponible à l'adresse

http://www.corporategovernancecommittee.be/fr/code_corporate_governance/code_definitive/.

² BGI-FEB/VBO, *Respect du Code belge de gouvernance d'entreprise : un état de la question*, avril 2006, 28 pp.

Ce document est disponible à l'adresse <http://www.corporategovernancecommittee.be/fr/home/>.

³ CBFA, *Etude comparative sur les informations en matière de "gouvernance d'entreprise" publiées par les entreprises cotées dans la "Charte de Gouvernance d'Entreprise"*, décembre 2006, 28 pp.

THÈME 2 : STRUCTURE ET CHAMP D'APPLICATION DU CODE ⁶

2.1 Estimez-vous que les principes, dispositions et lignes de conduite sont suffisamment clairs ? ⁷

Commentaires :

Clairs mais peu applicables dans des sociétés moyennes ou petites, particulièrement lorsque le flottant est réduit.

2.2 Estimez-vous que le Code atteint l'objectif qui consiste à être complémentaire aux dispositions légales pertinentes ? ⁸

Pour répondre à cette question, veuillez tenir compte de tout recoupement ou conflit éventuel entre le Code et les dispositions légales nationales ou internationales.

Commentaires :

Oui

⁶ *Explication du thème 2* : cf. Code, Préambule, clauses 4 et 8

Structure : Une caractéristique fondamentale du Code réside dans sa division en neuf principes, chacun étant articulé en dispositions et lignes de conduite. Les neuf principes reflètent les piliers sur lesquels repose une bonne gouvernance d'entreprise, tandis que les dispositions et les lignes de conduite fournissent une description plus détaillée de la manière dont la société doit interpréter et appliquer les principes.

Champ d'application : Le Code comprend des dispositions (détaillées) sur des points très significatifs se rapportant aux trois acteurs principaux de la gouvernance d'entreprise : conseil d'administration, management et actionnaires. Ces dispositions sont directrices et supposées être en grande partie complémentaires à la législation.

⁷ Les dispositions (dont certaines sont détaillées dans les Annexes du Code) sont des recommandations qui décrivent comment appliquer les principes. Il est demandé aux sociétés de se conformer aux dispositions ou d'expliquer pourquoi elles y dérogent compte tenu de leur situation spécifique.

Les dispositions sont complétées par des lignes de conduite, à savoir des conseils sur la manière dont la société doit appliquer ou interpréter les dispositions du Code. La plupart des lignes de conduite ont un caractère qualitatif et ne se prêtent pas à une évaluation en termes de conformité. Elles ne sont, dès lors, pas soumises à l'obligation de se conformer ou d'expliquer.

En raison de leur description détaillée et pratique, les dispositions et les lignes de conduite ont pour vocation de guider les sociétés quant à la manière d'appliquer le Code en prenant leurs spécificités en considération et quant à la manière d'adhérer à la philosophie de gouvernance du Code. Pour réaliser ces objectifs, les dispositions et les lignes de conduite doivent être formulées clairement, être suffisamment détaillées et mises à jour régulièrement.

⁸ Législation et réglementations fixent un cadre de référence standard pour les sociétés. Pour certains points de gouvernance, les dispositions légales sont assez limitées et/ou formulées de manière générale. Les dispositions (détaillées) du Code y apportent un complément et fournissent des conseils pratiques pour la mise en œuvre de la bonne gouvernance.

THÈME 3 : L'APPROCHE 'SE CONFORMER OU EXPLIQUER' ¹¹

3.1 L'approche 'se conformer ou expliquer' offre-t-elle suffisamment de souplesse pour la gouvernance des sociétés cotées ? ¹²

Commentaires :

Oui

3.2 Qu'est-ce qui pourrait ou devrait être ajouté aux recommandations du Code afin d'atténuer le risque de 'box-ticking' ? ¹³

Commentaires :

3.3 Y a-t-il un contrôle suffisant du respect du Code et des dérogations à celui-ci ? ¹⁴

Pour répondre à cette question, veuillez prendre en considération le rôle de contrôle des actionnaires et/ou le rôle de la Commission Corporate Governance ou d'autres mécanismes de contrôle.

Commentaires :

Oui

3.4 Veuillez indiquer, sur le tableau ci-dessous, votre appréciation générale sur l'approche 'se conformer ou expliquer' :

Inefficace									Très efficace
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

¹¹ Explication du thème 3 : cf. Code, Préambule, clause 4

La Commission a choisi une approche flexible basée sur le système 'se conformer ou expliquer'. Cela implique que les sociétés peuvent soit se conformer aux dispositions du Code, soit y déroger et expliquer les raisons de ces dérogations.

¹² Le système 'se conformer ou expliquer' doit permettre la prise en considération des spécificités des sociétés, comme leur taille, la structure de leur actionariat, leurs activités, leur exposition aux risques et leur structure de management. L'objectif poursuivi est d'adapter les structures et processus de gouvernance aux besoins spécifiques des sociétés. L'application stricte et rigide d'un ensemble détaillé de règles aurait pour effet de compromettre cet objectif.

¹³ Le risque inhérent au système 'se conformer ou expliquer' est que les sociétés et les investisseurs privilégient le respect formel des dispositions plutôt qu'une adhésion ou une évaluation sur le fond des principes de gouvernance fixés par le Code. Ce phénomène est connu sous le nom de 'box ticking'.

¹⁴ Le système 'se conformer ou expliquer' offre une grande souplesse aux sociétés, mais impose un contrôle externe. Différentes parties peuvent être autorisées à contrôler les informations recueillies dans le cadre du système 'se conformer ou expliquer'.

THÈME 4 : INFORMATIONS A PUBLIER CONCERNANT L'APPLICATION DU CODE ¹⁵

4.1 Dans quelle mesure la relation entre la Charte de gouvernance d'entreprise et le Chapitre sur la gouvernance d'entreprise (dans le rapport annuel) est-elle adéquate ?

Commentaires :

Adéquate

4.2 Le coût de mise en œuvre des mesures de publicité recommandées est-il proportionnel aux avantages de ces mesures ? ¹⁶

Commentaires :

Non

4.3 Veuillez indiquer, dans le tableau ci-dessous, votre appréciation générale sur la structure et le contenu des informations à publier imposées par le Code :

Inadéquats

Tout à fait adéquats

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹⁵ Explication du thème 4 : cf. Code, Préambule clause 5, Principe 9 et Annexe F

La transparence – par le biais de la publication des informations – est un élément essentiel du Code. La publication est fondamentale pour permettre un contrôle externe par différentes autorités du marché. Les informations publiées doivent être pertinentes pour les actionnaires et les autres parties prenantes (stakeholders). C'est pourquoi les dispositions du Code visent à mettre en place un niveau élevé de transparence en matière de gouvernance d'entreprise.

¹⁶ La transparence résulte de la publication d'informations dans deux documents différents : la Charte de gouvernance d'entreprise sur le site internet de la société et le Chapitre de gouvernance d'entreprise du rapport annuel. L'élaboration de ces documents ainsi que la mise à jour régulière impliquent un coût. Les sociétés tirent toutefois avantage de cette transparence accrue en attirant des capitaux à moindre coût et en construisant des relations durables avec leurs parties prenantes (stakeholders).

AUTRES COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS

5.1 Quels sont les autres commentaires ou suggestions au sujet du Code que vous souhaitez soumettre à la Commission ?

Commentaires :

Prendre en compte :

- - Les sociétés moyennes ou petites, particulièrement lorsque le flottant est réduit.
- - Par exemple, considérer un nombre d'administrateurs indépendants réduit dans ce cas.

Informations relatives à l'identité du répondant:

NOM :	DE DOBBELEER	RAYMOND
TITRE/FONCTION :	Financial Director	
ORGANISATION :	S.A.B.C.A. N.V.	
AUTRES INFORMATIONS :		

"Sauf mention contraire, les réponses seront considérées comme étant publiques. Les répondants sont priés d'indiquer spécifiquement s'ils souhaitent que leurs réponses soient traitées confidentiellement (les « disclaimers » standards dans les réponses reçues par e-mail ne seront pas pris en compte)".

Merci pour votre collaboration !